

Pouvoir d'emprunt--Loi

assurer notre compétitivité future. Mais les conservateurs n'en ont même pas prévu la moitié.

Notre pays ne s'oriente pas vers l'autosuffisance en matière de recherche et de développement, bien au contraire. En fait, les chiffres démontrent que c'est nous qui faisons le moins au chapitre de la R-D parmi les pays du Groupe des 7.

Où sont ces programmes de réadaptation de la main-d'oeuvre qu'on avait promis? Où sont les programmes de formation et de recyclage qu'on avait également promis? Où est l'aide aux petites entreprises qu'on avait promise? Voilà pour notre compétitivité internationale.

Une société généreuse? Avant l'arrivée au pouvoir des ministériels c'est ce que nous avons, une société généreuse. Aujourd'hui la générosité a perdu sa signification. Les ministériels la mentionnent, mais je ne pense pas qu'ils y croient vraiment. Après tout, nous avons vu saccager les programmes sociaux la semaine dernière. Les programmes sociaux universels sont maintenant un souvenir du passé. Le gouvernement ne cotise plus à l'a-c, et de plus en plus les programmes qui restent sont mis à la charge des démunis. Du même coup, le gouvernement conservateur a torpillé l'universalité de la générosité.

Tout cela est censé nous donner un Canada plus fort doté de régions florissantes. Il y a une faute de raisonnement quelque part.

Pendant les premiers mois de mandat du gouvernement, nous avons été témoins de la plus grande braderie de programmes de développement régional que le pays ait jamais connue. Dans quelques années, le budget actuel sera considéré comme la mesure qui a mis fin une fois pour toutes à l'équilibre économique de nos régions. Aux yeux du gouvernement conservateur, c'est peut-être un rêve, mais pour le reste du pays, c'est un sacré cauchemar.

Les ministériels voudraient nous faire croire que les Canadiens célèbrent le budget en dansant dans les rues. C'est plutôt le contraire. Les Canadiens, et surtout les habitants de London, sont vraiment désireux d'aider le pays à sortir de la crise actuelle créée par le déficit et la dette. Mais ils veulent également que le gouvernement mette de l'ordre dans ses finances. N'oublions pas que pendant les cinq dernières années, qui ont été les meilleures du pays, il n'a cessé de taxer. Mais cela ne l'a pas

empêché de doubler la dette. Essayez de comprendre. Les Canadiens, eux, ont compris.

Deuxièmement, les Canadiens veulent que la charge soit répartie équitablement, spécialement sur les catégories des revenus supérieurs et les grosses sociétés plutôt que sur la classe moyenne. Je félicite les petites entreprises, les syndicats, les consommateurs, les groupes féministes, les personnes âgées et autres qui crient maintenant ras-le-bol.

Passons maintenant aux effets que ce Budget va avoir sur ma ville de London. Pour le ménage moyen, qui a un revenu modeste et deux enfants, ce budget, c'est le plus grand arnaque fiscal de l'histoire canadienne. Nous n'avions jamais demandé aux particuliers de subir une si forte augmentation de taxes que l'an dernier.

Nous avons une tendance bien naturelle à examiner ce budget selon l'effet qu'il aura une année à la fois. Si nous remontons à l'arrivée au pouvoir des Conservateurs en 1984, nous constatons non seulement que ce budget s'inscrit dans une longue série de razzias fiscales, mais que le tableau que brosse le ministre des Finances dans son dernier budget est encore plus sombre qu'on pouvait croire. Cette année, après cinq budgets conservateurs, la famille ordinaire de London, qui gagnait en 1984 32 000\$, voit ses impôts augmenter de 680\$. Depuis 1984, ses impôts ont augmenté de plus de 2 000 \$. Autrement dit, la plupart des habitants de London doivent aujourd'hui verser au fisc neuf jours de salaire de plus qu'à l'arrivée au pouvoir des Conservateurs.

Si seulement les choses en restaient là. Si seulement le gouvernement pouvait se contenter de ces neuf jours de salaire de plus. Hélas! les Canadiens n'ont pas cette chance. La vérité est que le ministre des Finances n'a fait que commencer à faire nos poches. Au début de 1991, nous allons tous devoir payer une taxe de 9 p. 100 sur tout ce que nous achetons, biens et services. Le gouvernement assure que cette taxe n'augmentera pas les recettes de l'État.

Une voix: Quelle blague!

M. Fontana: Quelle blague, en effet! Nous savons maintenant que cette taxe sera pour le gouvernement un pactole de plus de 10 milliards de dollars, soit 400\$ par année par Canadien, homme, femme ou enfant, ou 1 600\$ pour une famille de quatre. Le gouvernement dit que les Canadiens récupéreront une partie de cet argent